

2025-195-26/06/25

Insérer logo Ville de Lézignan-Corbières

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20250923-2025-111-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/09/2025

Publication : 30/09/2025

Fondation d'entreprise

Pour le Maire



AG2R LA MONDIALE

pour la vitalité artistique

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre les soussignées

La Ville de Lézignan-Corbières : indiquer références administratives

Représentée par son Maire, M. Gérard FORCADA, dûment habilité à cet effet par délibération du conseil municipal du XXX et autorisé à signer la présente convention,

désignée ci-après « la Ville » ou « le Bénéficiaire »

d'une part,

et

La Fondation d'entreprise AG2R LA MONDIALE pour la vitalité artistique, personne morale à but non lucratif, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables (celles de la Loi n°87-571 du 23 juillet 1987, de la Loi n°90-559 du 4 juillet 1990 et du décret d'application n°91-1005 du 30 septembre 1991, modifié par le décret n°2002-998 du 11 juillet 2002, modifié par les Lois n°2002-5 du 4 janvier 2002 et n°2003-709 du 1^{er} août 2003), dont la création a été actée par une parution au Journal officiel le 25 février 2017 et la prorogation par une seconde parution au Journal officiel en date du 4 janvier 2022 et, dont le siège social est situé au 14-16 boulevard Malesherbes 75008 Paris,

représentée par son Président, M. Pierre MARTIN, dûment habilité à cet effet, et autorisé à signer la présente convention,

désignée ci-après « la Fondation » ou « le Mécène »

d'autre part,

La Ville de Lézignan-Corbières et la Fondation d'entreprise AG2R LA MONDIALE pour la vitalité artistique étant désignées ensemble comme « les Parties ».

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Présentation concise de la Ville, de sa politique culturelle et l'objet de la demande formulée auprès de la Fondation

La Fondation d'entreprise AG2R LA MONDIALE pour la vitalité artistique, créée le 25 février 2017, a pour objet de mettre en œuvre et/ou de soutenir toute action de mécénat visant à promouvoir la vitalité artistique des régions françaises. Elle a vocation à encourager des initiatives artistiques dont la finalité est exclusivement culturelle. Elle couvre trois champs d'intervention :

- la préservation du patrimoine culturel régional ;
- la valorisation de la création contemporaine ;
- la promotion des métiers d'art.

Insérer logo Ville de Lézignan-Corbières



Dans ce contexte, la Fondation d'entreprise AG2R LA MONDIALE pour la vitalité artistique a attribué à la Ville de Lézignan-Corbières un don de 2 200 € maximum, destiné à contribuer au financement des frais de restauration d'un buste reliquaire figurant Bienheureuse Bonne d'Armagnac en bois polychromé de l'église Saint-Félix.

La réalisation de cette restauration est une condition essentielle au soutien du Mécène. Elle constitue ce qui sera ci-après dénommé le Projet.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités du soutien du Mécène au Bénéficiaire pour le Projet mentionné dans le Préambule.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS DU MÉCÈNE

La Fondation s'engage à effectuer un don de 2 200 € (deux mille deux cents euros) maximum net de taxes pour le financement du Projet mentionné dans le Préambule. Le montant sera versé de la façon suivante :

- 1 100 €, à la signature de la convention ;
- 1 100 €, une fois le Projet réalisé, sur présentation d'un ensemble de justificatifs de dépenses correspondant aux frais visés au Préambule et dont le montant devra équivaloir à la totalité du montant du don, au plus tard au 31 décembre 2025.

En l'absence de justificatifs de dépenses ou de justificatifs non conformes à l'objet du Projet, le Mécène pourra refuser de verser tout ou partie du don visé aux présentes.

Le versement se fera à chaque fois par virement bancaire, sous réserve de la transmission par le Bénéficiaire:

- de son RIB ;
- de deux appels de fonds libellés comme suit : Fondation d'entreprise AG2R LA MONDIALE pour la vitalité artistique, à l'attention de Mme Céline LIARD, 14-16 boulevard Malesherbes 75008 PARIS.
- d'une attestation fiscale, annexée à la présente convention.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DU BÉNÉFICIAIRE

3.1 Les engagements principaux

3.1.1 Le Bénéficiaire s'engage à affecter les sommes reçues à l'accomplissement exclusif du projet visé au Préambule de la présente convention. Il fournira un rapport d'activité et présentera un bilan financier récapitulant les dépenses portant sur le financement du Projet, tel qu'il est défini dans le Préambule.

Au-delà, et pour permettre au Mécène de s'assurer de l'utilisation du soutien financier octroyé, le Bénéficiaire s'engage à répondre à toute demande d'audit ou de contrôle émanant d'autorités administratives et à se conformer à la réglementation qui lui est applicable, dans le cadre de contrôles dont ferait l'objet la Fondation.

3.1.2 Le Bénéficiaire s'engage à s'assurer du respect de la législation et des droits des tiers dans le cadre du Projet.

3.1.3 Le Bénéficiaire s'engage à respecter les critères d'intégrité et de conduite éthique les plus stricts, et conformément à l'ensemble des lois et règlements qui lui sont applicables, ceux concernant la réglementation anti-corruption.

Le bénéficiaire certifie qu'à sa connaissance et à la date de la signature de la convention, lui-même, les membres de sa gouvernance, ses dirigeants ou employés n'ont pas participé à la commission d'un acte de corruption et s'engage à mettre en œuvre les moyens raisonnablement requis pour prévenir, pendant toute la durée de la convention, tout acte ou comportement de cette nature.

Si la Fondation apporte la preuve que le bénéficiaire a manqué aux obligations résultant de la présente clause, le bénéficiaire prend les mesures correctives nécessaires dans un délai raisonnable. A défaut, la sanction prévue à l'article 5 de la convention s'applique.

3.1.4 Le Bénéficiaire s'engage à ne pas s'associer à des structures concurrentes des membres fondateurs de la Fondation.

Dans le cadre de cette convention, il est entendu que les structures concurrentes sont définies comme les groupes paritaires de protection sociale, tels que définis par l'Accord sur la gouvernance des groupes paritaires de protection sociale, signé le 8 juillet 2009 par les organisations patronales (MEDEF, CPME et U2P) et les confédérations syndicales (CFE-CGC, CFDT, CGT, FO et CFTC).

Le Bénéficiaire prendra préalablement contact avec le Mécène pour vérifier l'appartenance ou non à cette définition d'un autre co-contractant potentiel.

3.2 Les contreparties

Dans le respect du régime fiscal du mécénat, le Bénéficiaire s'engage à proposer des contreparties, entendues dans un rapport maximum de 25% du montant du don, c'est-à-dire à ne pas dépasser 550 € (cinq cent-cinquante euros) de valorisation. Ces contreparties pourront bénéficier aux membres du Groupe AG2R LA MONDIALE auquel le Mécène appartient, ce que le Bénéficiaire accepte.

Ainsi, le Bénéficiaire s'engage à :

- mentionner le soutien du Mécène et faire figurer son logotype sur tous les supports de communication faisant référence au Projet, dont une plaque installée à proximité de la statue, cela dans le respect des dispositions de l'article 4.3 de la présente convention, n'excédant pas 5% du montant du don, soit une valeur de 110 € ;
- inviter **X** personnes à l'inauguration de la statue restaurée, soit une valeur de **XX** €.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS RÉCIPROQUES DES PARTIES

4.1 Comportement loyal et de bonne foi

Les Parties s'engagent à se comporter loyalement et avec bonne foi, notamment à s'informer sans délai de tout événement ou élément qui aurait une incidence sur l'exécution de la présente convention et à veiller particulièrement à ne pas porter atteinte aux intérêts légitimes, à l'image, à la notoriété et à la réputation de l'autre Partie.

4.2 Confidentialité

Hormis les contraintes légales inhérentes à la publicité de la présente convention, le Bénéficiaire s'engage à ne pas divulguer, par oral ou par écrit, les informations portant sur le montant du don et les contreparties associées.

4.3 Communication

Les Parties s'engagent à respecter les conditions d'utilisation de leurs marques et logos respectifs, dans le respect de la charte graphique de chacune d'entre elles.

Les Parties conviennent que toute action de communication externe ou interne, relative à la présente convention, engagée par l'une des Parties, devra être soumise à l'accord préalable de l'autre Partie. Chaque Partie recueillera l'accord de l'autre avant toute exploitation et impression de quelque support de communication que ce soit.

Les Parties s'interdisent d'entreprendre toute action qui aurait pour effet ou objet d'affecter l'image de marque, les marques ou la réputation de l'autre Partie.

4.4 Propriété intellectuelle

Tous logos, marques, noms de domaines et autres créations intellectuelles, quel qu'en soit le support, mis à disposition par les Parties restent la propriété exclusive de ces dernières.

Les parties s'interdisent d'entreprendre toute action qui aurait pour effet ou objet d'affecter l'image et/ ou la réputation de l'autre partie.

ARTICLE 5 – SANCTIONS EN CAS D'INEXÉCUTION DES ENGAGEMENTS DES PARTIES

En cas d'inexécution de l'un des engagements prévus à l'article 3.1, la présente convention est résolue de plein droit, après mise en demeure effectuée par lettre recommandée avec avis de réception restée sans effet pendant un délai de quinze (15) jours à compter de sa réception ; la résolution entraîne le remboursement par le Bénéficiaire de la totalité des sommes versées qui sont immédiatement exigibles.

En cas d'inexécution de l'un ou de plusieurs des engagements prévus à l'article 3.2, excepté celui portant sur la mention du nom du Mécène et de l'apposition de son logotype, le Bénéficiaire sera tenu de plein droit, après mise en demeure effectuée par lettre recommandée avec avis de réception restée sans effet pendant un délai de quinze (15) jours à compter de sa réception, au paiement d'une somme correspondant à 100 % (cent pour cent) du montant de l'engagement faisant totalement ou partiellement défaut.

En cas de la non-mention du nom du Mécène et de la non-apposition de son logotype par le Bénéficiaire sur ses différents supports de communication faisant référence au Projet visé au Préambule, le Bénéficiaire sera tenu de payer des dommages et intérêts en réparation du préjudice subi.

En cas d'inexécution par les Parties de l'un des engagements visés à l'article 4, la Partie défaillante sera tenue de payer des dommages et intérêt en réparation du préjudice subi, après mise en demeure effectuée par lettre recommandée avec avis de réception restée sans effet pendant un délai de quinze (15) jours à compter de sa réception.

ARTICLE 6 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à la date de sa signature par les deux Parties et prendra fin au 31 mars 2026.

ARTICLE 7 – FORCE MAJEURE

La Partie se prévalant d'un cas de force majeure, tel que défini à l'article 1218 du Code civil, sera tenue de le prouver et de le notifier à l'autre Partie dans les 8 (huit) jours suivant sa survenance.

Dans cette hypothèse, les obligations des Parties au titre du contrat seront suspendues à compter de la notification du cas de force majeure et cela jusqu'à la cessation de cet événement.

Si le cas de force majeure se poursuit pendant plus d'1 (un) mois à compter de sa notification, il sera assimilé à un empêchement définitif tel que mentionné à l'article 1218 du Code civil. En conséquence, la présente convention sera résiliée de plein droit et sans délai à la demande de la Partie la plus diligente et le Bénéficiaire s'engage à rembourser au Mécène, les sommes qui n'auraient pas été dépensées.

En tout état de cause, la Partie se prévalant d'un cas de force majeure devra faire ses meilleurs efforts pour en limiter les conséquences.

ARTICLE 8 – RESPONSABILITÉ

Le Bénéficiaire supportera les conséquences de sa responsabilité civile en cas de dommages causés au Mécène ou à un tiers du fait de l'exécution de la présente convention, dans les conditions de droit commun.

Aucune responsabilité ne peut être recherchée par le Bénéficiaire, ses prestataires et ses assureurs, auprès du Mécène, du fait de sa contribution financière, quant à l'organisation, la mise en œuvre et la réalisation du Projet.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le Bénéficiaire garantit qu'il est titulaire de toutes les polices d'assurances nécessaires en vue de couvrir les responsabilités pouvant résulter, à sa charge de l'exécution de la présente convention, et en particulier d'une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile y compris sa responsabilité professionnelle et s'engage à rester assuré pendant toute la durée de la convention.

ARTICLE 10 – DONNÉES PERSONNELLES

10.1 Conformité au RGPD

Pour tout traitement de données personnelles effectué en relation avec la présente convention, les parties se conformeront au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), ainsi qu'à toutes les règles complémentaires applicables aux données personnelles en France (ci-après « RGPD »).

Chaque partie déclare et garantit à l'autre partie qu'elle se conformera strictement au RGPD pour tout traitement de données personnelles effectué en rapport avec cette convention.

Nonobstant toute clause contraire, les parties n'encourront aucune responsabilité contractuelle au titre de la présente convention, dans la mesure où le respect du RGPD les empêcherait d'exécuter l'une de leurs obligations au titre de ce contrat.

10.2 Traitement des données personnelles

Si une des parties effectue un traitement des données personnelles de l'autre partie, ou permet à un tiers de le faire, elle devra obtenir une autorisation expresse la partie concernée et se conformer au RGPD, le cas échéant donner instruction au tiers d'en faire de même et garantir qu'il s'y conformera.

Les parties devront prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour prévenir les traitements de données personnelles non autorisés et/ou illégaux, ainsi que pour éviter la perte accidentelle, la destructions et/ou l'endommagement des données personnelles.

10.3 Conservation des données personnelles

Les données personnelles collectées peuvent être conservées cinq (5) ans à compter de la fin de la présente convention, afin de permettre l'exercice d'une action personnelle, mobilière ou une action en responsabilité.

ARTICLE 11 – DROIT APPLICABLE ET JURIDICTION COMPÉTENTE

La présente convention est soumise à la loi française.

Tout litige portant sur la validité, l'interprétation, ou l'exécution de la présente convention sera porté devant la juridiction compétente du ressort de la Cour d'Appel de Paris.

2025-195-26/06/25

Insérer logo Ville de Lézignan-Corbières



Fait à Paris, en deux exemplaires, le

Pour la Ville de Lézignan-Corbières

M. Gérard FORCADA

Maire

Pour la Fondation d'entreprise AG2R LA
MONDIALE pour la vitalité artistique

M. Pierre MARTIN

Président